



Bulletin d'information

Mars 2021

Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail trimestrielle du 16 mars

Incivilités du 1er décembre 2020 au 28 février 2021 : un bilan inégal.

Autrement Solidaires souligne, dans la très grande majorité, la forte considération des lignes managériales envers leurs équipes. Celles-ci n'hésitent plus à fermer les comptes pour donner suite à des incivilités subies par les salarié(e)s. La gestion des incivilités sur la DR HN et Picardie est remarquable (5 fermetures sur 6 incivilités en HN et 3 fermetures sur 3 incivilités en Picardie). Elle ne peut qu'inciter nos collègues à ne plus se taire. Même si le NPDC ferme aussi des comptes pour incivilités, AS s'étonne du peu de déclarations sur ce périmètre malgré sa taille (3 déclarations en 3 mois...). Et que dire de LCL Mon Contact... qui ne remonte que 2 incivilités sans aucune fermeture de compte malgré la teneur des propos des clients concernés...

Pour Autrement Solidaires, les clients sont les mêmes partout. La Direction Régionale Nord Pas de Calais se doit donc de rappeler à l'ensemble de ses salariés l'importance de déclarer les incivilités.

Nonancourt et Boulogne sur Mer : AS ne se laisse pas abuser.

Lors du dernier CSE du 26/02, AS a exigé la remise en CSSCT des rapports d'expertises des bâtiments de chacune de ces deux agences. Sans cette demande émanant uniquement de vos élus Autrement Solidaires, ces deux dossiers seraient passés inaperçus, au détriment des salariés et des clients de ces deux agences et malgré les alertes de l'ensemble des élus.

Pour Nonancourt, le rapport diligenté est éloquent : « *Le bâtiment est dégradé. Son utilisation en l'état peut être envisagée sous réserve de travaux et mise en surveillance des zones non traitées dans un premier temps. Ces travaux doivent être programmés sans délais au risque d'une évolution extrêmement rapide des désordres.* »

En clair, la sécurité de nos collègues est mise à mal. Au vu de l'ampleur des réparations à effectuer, les travaux à charge du propriétaire ne semblent pas à l'ordre du jour.

A la lecture de ce rapport alarmiste, les membres AS de la CSSCT mettent la Direction face à ses prérogatives de veiller à la santé et la sécurité de ses salariés et lui demandent de prendre ses responsabilités en procédant à la fermeture de cette agence.

Vos élus cadres : Gilles BACQUET 0678474804, Franck LECOMTE, Maryse DECOURCELLE 0681332463, Nathalie LUCAS, Stéphane DEFORCHE. Vos élus techniciens : Sylvie MOLLET, Frédéric BUREAU 0685039831, Pascal LUCAS, Valérie MALHERBE 0679875496, Karim ABDELHAK, Vincent BEAUCLAIR, Tassadit BELHADI 0695195735, Christelle CHAVEGRAND, David LEMONNIER.
Votre Représentant Syndical AS au CSE : Alain RAGUES Mail : autrement.solidaires.nordouest@asno.fr



Pour Boulogne sur Mer, le compte rendu du cabinet mandaté par la Direction est aussi éloquent :

« Il me semble prudent de recommander à votre donneur d'ordres la conduite d'investigations plus lourdes propres à évaluer la résistance mécanique des éléments de structures contiguës (solives, planchers...). Le développement de ce type d'attaque est rarement limité à une faible surface mais colonise les zones à fortes humidité massique. Il pourrait le cas échéant affecter des éléments porteurs non apparents et entraîner des risques de ruptures. »

AS demande que les investigations plus lourdes préconisées soient effectuées sans délai et que les élus soient informés des résultats. Priorité à la sécurité de nos collègues et de nos clients.

Point Covid : ne nous relâchons pas.

Depuis la mi-mai 2020, il a eu 327 cas contacts dans notre DdR. 74 cas avérés ont été déclarés.

Autrement Solidaires a bien conscience que les salariés sont fatigués moralement de cette crise sanitaire. Pour autant, le moment de se relâcher n'est pas venu. L'utilisation des tisaneries n'est donc toujours pas à l'ordre du jour et les déjeuners en commun encore moins. La Direction nous l'a d'ailleurs rappelé tout comme l'obligation de respecter les gestes barrières et les mesures de distanciation.

La Direction trouve intolérable que certains salariés viennent travailler malgré des suspicions de Covid 19, voire en étant asymptomatiques.

AS vous recommande de respecter les directives LCL liées à cette crise sanitaire. Même si AS ne partage pas tout ce qui est mentionné dans le guide de déconfinement... AS s'y conforme.

Déploiement des pc hybrides sur la DdR :

Autrement Solidaires rappelle à la Direction LCL ses engagements et note que l'ensemble des salariés du périmètre n'est pas encore équipé de pc hybrides. Pour Autrement Solidaires, ce constat génère des situations discriminantes : certains salariés sont « exclus » des journées de télétravail pourtant obligatoires dans le cadre du guide de déconfinement LCL. La Direction nous promet un déploiement achevé à la fin du second trimestre.

Pour pouvoir faire respecter les mesures sanitaires mise en place par LCL, il faudrait déjà offrir à tous les salariés des conditions de travail identiques. Pour AS, il n'y a pas de petit personnel mais du personnel. AS demande donc de l'équité pour tous les salariés (y compris les temps partiels) et rappelle l'obligation d'équiper tout le monde d'un poste de travail.

Note de frais : une économie de plus.

Attention, les notes de frais inférieures à 10€ ne sont plus saisissables dans mes frais. Pour AS, les salariés risquent de ne plus se faire rembourser des sommes engagées pour LCL. Nous comprenons la recherche de réduction des coûts par LCL (moins de fiches de frais) ... Mais pas au détriment des salariés.

AS demande donc à revoir cette règle.



Parce que la solidarité n'est plus une option

AS'dhérez !